• Et si vous aviez raison, Monsieur le Président ?

Par Christophe Aubel et Christian Hosy (respectivement pilote et chargé de mission du Pôle Biodiversité de FNE)

Le Président de la République, lors de son discours de clôture du salon de l'Agriculture, a eu cette petite phase au double sens terrible : « Je voudrais dire un mot de toutes ces questions d'environnement. Parce que là aussi, ça commence à bien faire ». Petite phrase qui a fait couler beaucoup d'encre (virtuelle) puisqu'elle a généré plus de 500 pages Internet en trois jours. En laissant entendre que l'environnement nuit à la compétitivité de notre agriculture, alors que c'est bien l'agriculture productiviste qui est aujourd'hui en faillite, le chef de l'État, à 8 jours des régionales, a préféré la campagne électorale à la qualité environnementale de nos campagnes…

Mais si, au fond, cette phrase était juste, inversement juste.

Oui, c'est vrai que cela « commence à bien faire » de devoir encore justifier à certains que « si, le réchauffement climatique, ça existe », à d'autres que « si, nous dépendons de la biodiversité au quotidien », à ceux là que le thon rouge ne peut plus supporter l'exploitation actuelle, aux autres que les infrastructures doivent respecter le patrimoine naturel et à ceux-ci que la chasse dans une réserve naturelle comme l'estuaire de Seine, c'est juste impossible …

Bien sûr, les solutions peuvent être difficiles à trouver et à construire. Bien sûr, leur mise en place doit prendre en compte les autres éléments de l'intérêt général. Nous le savons et nous y sommes prêts* mais « ça commence à bien faire de devoir justifier encore et toujours l'évidence : la nécessité et l'intérêt à agir ! ».

Si l'on cessait enfin de voir l'environnement et la biodiversité comme une contrainte, mais plutôt comme une richesse et une opportunité. Ce serait la moindre des choses en cette année internationale de la biodiversité. Si l'on cessait de voir le débat environnemental comme un mauvais moment à passer, mais plutôt comme une étape de co-construction intelligente des projets et des politiques. Cela permettrait de trouver des solutions communes pour préserver le foncier et de concevoir un aménagement intelligent et durable du territoire.

Ça commence à bien faire, mais répéter nos convictions ne doit pas nous décourager. Plus que jamais, soyons vigilants et critiques mais ouverts et forces de proposition, en un mot militants !

Et faisons-le en utilisant les nouvelles pistes ouvertes par la « gouvernance Grenelle ».